

*Questions orales*

[Traduction]

**L'IMMIGRATION**

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** Monsieur le Président, je voudrais revenir sur ce que notre collègue d'Ottawa a dit tout à l'heure au sujet des enfants et de la préoccupation du gouvernement. Il pourrait y avoir une mesure d'expulsion dans mon cas aussi. Cinq enfants ont été acceptés, mais non les parents.

Le ministre de l'Immigration n'a même pas jugé bon de me répondre. Je pense que le gouvernement aurait intérêt à supprimer toutes ces commissions d'immigration si elles ne sont pas capables de faire du meilleur travail et de faire preuve d'un peu plus de compassion.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LE BUDGET**

**L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, en l'absence du ministre des Finances.

Aujourd'hui, Statistique Canada a annoncé que le produit intérieur brut, qui mesure l'activité économique globale, a diminué de 0,4 p. 100 en décembre. Ce qui signifie que l'économie a recommencé à se resserrer. Je voudrais que le premier ministre nous dise comment le ministre des Finances a pu dire dans le discours du budget qu'il y avait «de bonnes raisons d'espérer en une reprise prochaine d'une croissance économique vigoureuse»? Ces mesures ne montrent-elles pas que le budget ne réussira pas à relancer l'économie et à créer les emplois dont ont besoin les Canadiens?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, d'abord, je voudrais préciser que le ministre des Finances a reconnu dans le budget la possibilité d'une baisse de la production au cours du quatrième trimestre. Ce qui est conforme à ce que prévoit le député.

Les mesures que renferme le budget qui a été déposé cette semaine sont conçues pour stimuler l'économie. Je dois dire qu'il y a des signes fort encourageants. En fait, ce matin même, nous avons appris que la construction résidentielle s'était accrue de 96 p. 100 en janvier par rapport à la même période l'an dernier. Voilà qui montre sans équivoque que nous sommes sur la voie de la reprise.

**L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest):** Monsieur le Président, seul un conservateur est capable de dire qu'un resserrement de l'économie constitue un signe encourageant. Les documents budgétaires du gouvernement confirment aussi que les taux d'intérêt seront en fait beaucoup plus élevés que d'habitude jusqu'en 1997, ce qui veut dire qu'une véritable relance pourrait ne pas avoir lieu avant cinq ans.

Le ministre d'État ne croit-il pas que les documents budgétaires mêmes du gouvernement confirment que la politique gouvernementale ne suffira pas à relancer l'économie ni à créer suffisamment d'emplois et de possibilités économiques pour les centaines de milliers de Canadiens qui sont les malheureuses victimes de cette politique économique peu judicieuse?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, comparons la présente récession à celle que nous avons vécue du temps où le député siégeait sur les banquettes ministérielles. Le PIB avait alors chuté de 5,5 p. 100, comparativement à 3,1 p. 100 au cours de la récession qui vient de se terminer. Compte tenu de ses réalisations douteuses en matière financière, le député n'a pas de leçon à donner au gouvernement.

Je tiens à rappeler au député que, après la récession de 1981-1982, la croissance avait subi une chute d'un quart de point en dépit de la relance.

• (1120)

Cela n'a rien d'inhabituel en période de relance. Nous sommes maintenant en 1992 et nous sommes tournés vers l'avenir, et non vers le passé, comme le voudrait le député.

**L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest):** Monsieur le Président, si le député veut bien jeter un coup d'oeil sur le passé, il verra dans les documents budgétaires déposés cette semaine par le gouvernement que le taux annuel de croissance cette année comme l'an prochain sera nettement inférieur aux 4,7 p. 100 que la croissance a affichés en moyenne au cours de la période de relance de 1983-1984. Pourquoi dissimule-t-il cette statistique?

[Français]

Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au ministre responsable du Logement qui a déclaré dans cette Chambre, qu'en dépit du Budget, tout sera fait pour créer du logement social, et pas moins. Mais la SCHL a dit que le nombre de mises en chantier de telles maisons diminuera de 10 000 unités l'année prochaine à cause de ce Budget.